

Décisions de l'AG du secteur Éducation à Grenoble le 6 décembre 2019

Soutenues par



Motion 1 de l'assemblée générale des personnel·les de l'éducation nationale (1^{er} degré, 2nd degré, supérieurs, précaires, titulaires, stagiaires, administratifs, syndiqué·es ou non) en grève, qui a réuni 150 personnes le vendredi 6 décembre 2019 à la bourse du travail de Grenoble.

Dans la suite de la journée massive de mobilisation du 5 décembre, nous avons décidé de reconduire la grève ce jour.

En effet, le projet des réformes des retraites Macron-Delevoye visant à instaurer un système par points conduirait à la suppression de toute garantie sur le montant de nos pensions, à leur diminution drastique, au recul de l'âge de départ, à l'aggravation des inégalités, à la dégradation accrue de la situation des femmes, cassant toute solidarité. Il n'est ni amendable, ni négociable.

De plus, ce projet de réforme se met en place alors que les réformes Blanquer détériorent déjà nos conditions de travail parfois jusqu'à provoquer des suicides et qu'elles accentuent le tri social et vident de sens nos métiers.

Nous appelons donc nos collègues à généraliser la grève reconductible pour la rendre majoritaire afin d'imposer :

- Abandon total du projet de loi de la réforme des retraites (Macron-Delevoye) ;
- Retrait de la loi de transformation de la fonction publique ;
- Titularisation de tous les précaires à un salaire décent ;
- Retrait des réformes Blanquer ;
- Augmentation des moyens et des salaires ;

À l'unanimité.

Motion 2 de solidarité de l'assemblée générale des personnel·les en grève, contre la répression policière et les menaces administratives des lycéen·nes

Ce matin, 6 décembre 2019, des lycéen·nes ont décidé de bloquer leurs établissements pour participer aux mouvements de défense de nos retraites.

Devant certains lycées, la répression policière a immédiatement été d'une grande violence : usage de lacrymogènes, tirs de LBD et arrestations.

Nous dénonçons l'usage de la force contre nos élèves, nous exigeons la fin de la répression policière organisée par le gouvernement contre le mouvement social et les quartiers populaires de façon générale.

Nous exigeons la libération et l'absence de poursuite pénale et disciplinaire contre les lycéen·nes. **À l'unanimité.**
